



**FORMULE DE DÉCLARATION DES INTÉRÊTS PÉCUNIAIRES  
DES ÉLUS MUNICIPAUX  
ARTICLES 357 ET 358 DE LA LOI SUR LES ÉLECTIONS ET  
LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS (LRQ c. E-2.2)**

Je, Lyne Poitras

domicilié(e) au , 105, rue Veilleux  
en ma qualité de membre du conseil municipal de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, déclare  
par la présente:

1. Que j'occupe l'(les) emploi(s) suivant(s) : (identifier l'(les) emploi(s) concerné(s) ainsi que l'(les) employeur(s))

Conseillère municipale pour la Ville

2. Que j'occupe le(s) poste(s) d'administrateur suivant(s) : (identifier le (les) poste(s) d'administrateur et l'(les) organisme(s) concerné(s))

non

3. Que j'ai contracté des emprunts dont le solde, en principal et intérêts, excède 2 000 \$, auprès de(s) personne(s) ou organisme(s) suivant(s) (à l'exception des institutions financières) : (identifier la (les) personne(s) ou organisme(s) concerné(s))

non

4. Que j'ai accordé des prêts dont le solde, en principal et intérêts, excède 2 000 \$, aux personnes suivantes (à l'exception des membres de ma famille immédiate) <sup>(1)</sup> :

non

---

---

---

---

5. Que je possède des intérêts pécuniaires dans la (les) personne(s) morale(s), société(s) ou entreprise(s) suivante(s), susceptible(s) d'avoir des marchés avec la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu ou avec tout organisme municipal dont je fais partie :

→ PROPRIÉTAIRE DE FORMATION POITRAS ←  
SERVICES DE FORMATION, DEVELOPPEMENT MARKETING  
ET ACCOMPAGNEMENT ORGANISATIONNEL EN RESTAURATION

---

6. Que je possède des intérêts pécuniaires dans les immeubles suivants, lesquels sont situés sur le territoire de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu et/ou de la Municipalité régionale de Comté du Haut-Richelieu :

non

---

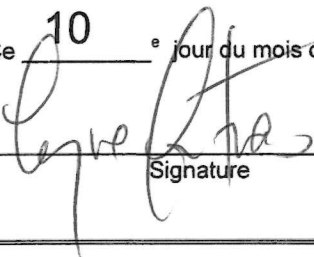
---

---

---

En foi de quoi, j'ai signé à Saint-Jean-sur-Richelieu,

Ce 10 <sup>e</sup> jour du mois de novembre 2022

  
Signature

En vertu de la Loi, la déclaration ne mentionne pas les informations suivantes :

- 1°- La valeur des intérêts y énumérés;
- 2°- Le degré de participation du membre du Conseil dans les personnes morales, sociétés ou entreprises;
- 3°- L'existence de sommes déposées dans un établissement financier;
- 4°- La possession d'obligations émises par un gouvernement, une municipalité ou un autre organisme public.

(1) On entend, par membre de la famille immédiate, le (la) conjoint (conjointe) du membre du Conseil